

Discours UNGA
Jeudi 26 septembre 2024

Monsieur le président de l'Assemblée générale,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Lorsqu'on pénètre dans ce bâtiment, le regard est attiré par une lumière bleutée. C'est le Vitrail de la Paix. Il est dédié à ceux qui ont servi les Nations unies. Ce vitrail a été créé par Marc Chagall. Un juif russe qui a vécu la majeure partie de sa vie en exil, traversant deux guerres mondiales.

Pour garantir la paix et la sécurité mondiales reconquises en 1945, les promesses de liberté et de solidarité ont été gravées dans la Charte des Nations unies.

Ceci est le dixième discours consécutif que j'ai l'honneur de prononcer à cette tribune.

Dans le premier en 2015, j'avais énuméré « *les défis de notre génération (...): les conflits, la pauvreté, le climat, les migrations...* ».

Aucun de ces défis n'a disparu. Mais nous pensions à l'époque disposer d'un cadre - l'ordre multilatéral - qui nous permettait d'y travailler ensemble.

Dix ans plus tard, ce cadre est en train de se fissurer sous nos yeux.

Usage de la force et actes unilatéraux se multiplient. Et nous assistons, avec un sentiment d'impuissance, à trois conflits majeurs qui forment un cocktail explosif.

Le système multilatéral en danger

1. Guerre en Ukraine

En Ukraine, c'est un membre permanent du Conseil de Sécurité qui a lancé une guerre illégale et non provoquée.

C'est une tentative d'imposer la loi de la force plutôt que la force de la loi.

Cette guerre est donc une menace pour chacun d'entre nous.

L'Union européenne soutiendra l'Ukraine aussi longtemps que nécessaire.

Et fidèles à la promesse de liberté et de solidarité, nous réaffirmons notre engagement en faveur d'une paix globale, juste et durable, qui doit être fondée sur la Charte des Nations unies.

2. Gaza/ME

Liberté et solidarité. C'est en vertu de ces mêmes principes que nous condamnons les attaques terroristes abjectes par le Hamas. Et nous exigeons la libération de tous les otages.

Israël a le droit de se défendre. Dans le respect du droit international. Et du principe de proportionnalité.

Nous voulons un cessez-le-feu immédiat. Conformément à l'ordonnance de la Cour internationale de Justice.

Chaque vie civile compte.

Nous condamnons donc les attaques indiscriminées qui frappent les populations civiles.

C'est une tragédie infligée au peuple palestinien.

L'UE agit pour une paix durable dans le cadre d'une solution avec deux États vivant librement côte à côte et en sécurité.

L'escalade sans fin doit cesser. Entraîner le Liban dans cette spirale est irresponsable.

Ces appels, y compris envers le gouvernement d'Israël, ont été vains jusqu'ici.

Cela ne peut plus durer.

Nous soutenons l'existence d'un État d'Israël démocratique, fort, vivant en paix aux côtés du peuple palestinien qui doit disposer de son propre État viable et stable.

Mais assurer la sécurité en négligeant la paix est un leurre. Il n'y aura jamais de sécurité durable sans paix.

Un monde alimenté par la vengeance est un monde moins sûr. Le peuple palestinien a droit à son État. Lui dénier ce droit nourrira indéfiniment les menaces sur la sécurité des Israéliens, sur celle des juifs partout ailleurs.

Cela nourrit la polarisation partout dans le monde.

Et cela mine un système multilatéral qui ne peut tolérer le deux poids deux mesures. La politique suivie par Israël est sans issue et dangereuse pour tous. Elle doit changer.

3 La guerre au Soudan

Les guerres au Moyen-Orient et en Ukraine ne peuvent occulter un autre conflit majeur : la guerre civile au Soudan. Une gigantesque catastrophe humanitaire. 20.000 morts à ce jour, 25 millions de personnes en situation d'urgence dont quelque 8 millions de déplacés. Et des pronostics de morts par famine qui se chiffrent en millions.

Des acteurs extérieurs sont impliqués dans cette guerre, notamment avec des fournitures d'armes. Et c'est toute la Corne de l'Afrique qui risque de basculer dans le chaos...

L'UE poursuivra ses efforts pour faire pression sur les belligérants et ceux qui les soutiennent à respecter le droit humanitaire et le droit international. Et à cesser ce conflit pour mettre en œuvre un processus de réconciliation et de paix.

Mesdames et Messieurs,

La vie d'un enfant tué dans une école bombardée est précieuse. En Ukraine, à Gaza ou ailleurs...

La dignité bafouée d'une femme violée est sacrée. En temps de guerre comme en temps de paix. Au Soudan, en Ukraine, ou ailleurs...

Priver de nourriture toute une population en bloquant l'aide humanitaire est un crime de guerre. En Ukraine, à Gaza comme au Soudan ou ailleurs...

Un crime est un crime. Quel que soit le lieu, quel que soit l'auteur.

Et notre indignation n'est sincère que si elle est universelle.

L'Union européenne défend avec la même vigueur le droit international, le droit humanitaire, partout et toujours.

Nous condamnons les actes de déstabilisation, quels qu'en soient les auteurs.

Je pense au soutien de l'Iran à ses proxys qui ravagent et fragilisent le Moyen-Orient.

Et au soutien militaire de l'Iran à la guerre menée par la Russie en Ukraine.

Un constat s'impose. Iran et Russie pratiquent les mêmes recettes : la menace nucléaire, l'ambition impérialiste, et le soutien à des groupes terroristes sans foi ni loi pour déstabiliser le voisinage et au-delà.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

La création des Nations unies et du système international fondé sur des règles fut une avancée remarquable.

Revenir en arrière, c'est revenir à la guerre !

La Troisième guerre mondiale est possible. Mais elle doit être évitée. (jk : faut-il vraiment le préciser ?)

Plus que jamais depuis 1945, le monde est bousculé par un cocktail explosif de chocs. Qui s'additionnent et s'accélèrent.

Il est urgent de retrouver nos esprits.

Cela exige de la coopération. Et surtout du courage.

Nos règles communes doivent être respectées.

Pour cela, le Conseil de sécurité des Nations unies doit se libérer du joug paralysant qu'est devenu le droit de veto, dans sa forme actuelle.

Le Conseil de sécurité n'est pas représentatif.

Et donc peu légitime.

Et surtout, il est inopérant.

Le Conseil de sécurité est comme un mort-vivant. .

Réformer ou mourir !

En juin 1945 lors de l'adoption de la Charte des Nations, le président Truman avait dit : « *Cette Charte (...) sera élargie et améliorée au fil du temps. Personne ne prétend qu'elle est aujourd'hui un instrument définitif ou parfait. (...) L'évolution des conditions mondiales nécessitera des réajustements.*

Les décennies ont passé, le monde a changé... Les ajustements n'ont pas eu lieu. Il faut réformer le Conseil de Sécurité.

En le rendant plus inclusif. L'Afrique et l'Amérique latine doivent y disposer de sièges permanents.

Et je propose sans attendre de mettre en place des mécanismes pratiques. (?)

Les organisations régionales doivent être davantage intégrées aux processus de décision des Nations unies. Elles sont un instrument dynamique pour favoriser la stabilité et la prospérité.

Elles jouent déjà un rôle clé dans l'élaboration et la mise en œuvre de nombreuses actions du Pacte pour l'avenir. Notamment dans les domaines de la paix et de la sécurité, des droits de l'homme et du développement durable. Enfin, il est nécessaire que les organisations régionales participent plus systématiquement au Conseil de sécurité.

Climat, santé, révolution technologique

Mesdames et Messieurs,

Il n'y a pas de liberté quand les chaleurs extrêmes ravageront notre maison par le feu.

Il n'y a pas de liberté quand des inondations dévasteront nos cultures .

Il n'y a pas de liberté quand nos enfants ne seront pas vaccinés contre une épidémie.

Le réchauffement climatique et les pandémies nous ouvrent les yeux sur l'exigence de solidarité.

Ce n'est pas seulement une question de dignité et de générosité.

C'est aussi l'intérêt des pays développés de soutenir la transition climatique des pays en développement.

Et de les aider à renforcer leurs systèmes de santé.

C'est dans cet esprit que j'ai lancé avec le Dr Tedros en 2020 l'idée d'un traité international sur les pandémies. Nous avons réussi à entraîner la communauté internationale dans la négociation d'un accord international. Cette négociation est très avancée. Il est temps de la conclure.

Car le mpox est un nouveau signal d'alarme, qui pose à nouveau la question de la solidarité. Il est inacceptable que des lobbies et des égoïsmes barrent le chemin aux indispensables partages de vaccins et de technologies vaccinales.

Chers collègues,

Il n'y a pas de liberté dans un monde où chacun est réduit à ses données personnelles...

... à une cible commerciale ou à une cible à surveiller et à manipuler.

La révolution numérique – et son produit phare qu'est l'intelligence artificielle - est un moteur extraordinaire de progrès. Un nouveau carburant pour la prospérité.

A condition de servir l'humanité et la liberté. Ne commettons pas l'erreur, comme nous avons abusé des ressources naturelles, d'abuser des données personnelles.

Les données et l'intelligence artificielle sont des instruments de pouvoir, voire d'asservissement ou de domination économique et politique. Et désormais aussi des armes de guerre.

Nous devons encadrer ces progrès à l'échelle globale.

Et si la compétition technologique est saine, parce qu'elle favorise le progrès, elle doit aussi se dérouler dans un cadre communément admis de règles de jeu équitable.

Et d'un dialogue global.

Ce dialogue, l'Union européenne en est une actrice très engagée. Dans le cadre du G7. De ses nombreux partenariats stratégiques. Ou par exemple de la collaboration fructueuse qu'elle a menée jusqu'à ces derniers jours avec les pays du G77 pour faire aboutir le Pacte pour l'avenir.

Nous tenons à ce dialogue aussi avec les partenaires dont nous ne partageons pas nécessairement toutes les idées.

En particulier avec la Chine. Celle-ci est un partenaire indispensable pour relever les grands défis mondiaux que j'ai évoqués plus tôt.

L'Union européenne cherche à rééquilibrer ses relations économiques avec la Chine et diversifier ses chaînes d'approvisionnement, car les dépendances excessives ouvrent la voie à des conflits.

Et nous demandons à la Chine de ne pas soutenir la Russie, ni directement ni indirectement, dans sa guerre illégale contre l'Ukraine. Mais d'user de son influence afin de faire respecter la Charte des Nations unies.

L'injustice financière internationale

Excellences,

Chers collègues,

L'architecture financière internationale doit réduire les inégalités, pas les amplifier. Quand les paysans kenyans n'ont pas accès à des micro-crédits à des taux abordables pour développer leurs exploitations et les adapter au changement climatique, ce n'est un problème sectoriel. C'est un enjeu de développement global.

Sans développement durable et équitable, il ne peut y avoir de stabilité et de sécurité globales.

Le développement mondial est sous-financé. L'écart entre les besoins en investissement annuel et les ressources financières mobilisées est gigantesque.

Le système de Bretton Woods doit changer profondément.

La puissance de feu financière des banques multilatérales de développement doit être démultipliée, à la hauteur des besoins réels des populations. Pour faire reculer la menace climatique et avancer la prospérité. Et les pays créditeurs doivent être plus courageux pour restructurer les dettes et réallouer les droits de tirage spéciaux.

La solidarité ne consiste pas seulement en des transferts de moyens financiers ou technologiques.

La solidarité, ce sont aussi des efforts de gouvernance : améliorer l'environnement des affaires, renforcer la sécurité juridique et combattre la corruption pour mobiliser les ressources propres des pays en développement.

Comme l'a expliqué sans fioritures Mo Ibrahim : « Si l'aide économique et les efforts d'assistance à l'Afrique sont des actes de solidarité merveilleux et louables, nous devons changer la façon dont nos pays sont gérés. »

Conclusion

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Permettez moi de conclure mon dixième discours à cette tribune par quelques réflexions personnelles.

Première réflexion.

Le deux poids, deux mesures est le poison contemporain des relations internationales. Lorsque nous défendons la dignité humaine, la souveraineté territoriale, les élections honnêtes et équitables, nous devons les défendre et les protéger partout et toujours [: en Afghanistan, en Haïti, à Hong Kong, en Iran, en Israël, au Myanmar, en Palestine, en Ukraine, en Russie, en RDC, au Sahel, au Soudan au Venezuela, ou au Yemen,...] Chacun doit se regarder dans le miroir. Nous sommes tous légataires de nos histoires, de nos cultures, de nos traditions et aussi de nos erreurs respectives. Chacun doit tirer ses leçons.

L'Europe, quoique parfois maladroitement, agit sincèrement et de bonne foi pour que la liberté et les droits humains soient respectés partout.

Deuxième réflexion.

Nous devons fuir la confrontation bipolaire et agir pour un monde multipolaire et un cadre multilatéral.

Où chaque pays ou groupe de pays choisit sa propre voie pour prospérer et atteindre une autonomie stratégique.

Et où tous coopèrent en suivant les règles convenues d'un commun accord.

Résistons aux pressions pour choisir un camp contre l'autre dans une confrontation bipolaire qui ne peut mener qu'au pire.

Troisième réflexion enfin.

Je crois profondément à la coopération entre les organisations régionales. Je me suis personnellement investi ces cinq dernières années dans le développement des partenariats de l'Union européenne: avec l'Union africaine, la CELAC, l'ASEAN, le Conseil de coopération du Golfe, les pays d'Asie centrale... Ce réseau de coopérations est un tissu stabilisateur et porteur de grand progrès.

Notre Union se veut plus forte et plus autonome, aussi pour renforcer sa capacité à interagir et travailler avec d'autres pour la paix, la liberté et la solidarité dans le monde.

Un monde où l'on attend de l'UE qu'elle fasse entendre sa propre voix.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

C'est parce que notre continent a vu se dérouler sur son sol la plus grande tragédie de l'histoire, que nous, Européens, portons une responsabilité particulière dans la défense de la liberté et de la solidarité, qui nous ont amenés à édifier le projet d'intégration européenne.

Ce projet est celui d'une réconciliation entre pays qui se sont livrés des guerres durant des siècles. Il est la preuve que la réconciliation, puis la coopération, puis l'amitié, sont toujours possibles, même après les guerres les plus horribles.

L'Union européenne est un projet d'espoir et d'optimisme.

Et c'est pourquoi, aujourd'hui encore, en dépit de toutes les dérives, de toutes les menaces, de tous les risques, nous sommes convaincus que ramener le monde vers plus de paix, de sécurité et de prospérité est possible.

La paix n'est jamais donnée. Elle est délicate.

Difficile à réparer quand elle se brise.

Mais elle est magnifique. Lumineuse.

Comme le Vitrail de Marc Chagall.

Soyons les acteurs engagés et soucieux de préserver ce trésor.

Je vous remercie.